

Coronavirus : Pourquoi les femmes enceintes sont-elles désormais autorisées à se faire vacciner dès le début de leur grossesse ?

VACCINATION Désormais, les femmes enceintes n'auront plus à attendre le deuxième trimestre de leur grossesse pour se faire vacciner contre le Covid-19



Les femmes enceintes peuvent désormais se faire vacciner contre le Covid-19 sans attendre la fin de leur premier trimestre de grossesse. — *Matilde Campodonico/AP/SIPA*

- Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a déclaré mardi que les femmes enceintes pouvaient se faire vacciner dès le début de leur grossesse.
- Depuis le 3 avril, la vaccination anti-Covid était ouverte aux femmes enceintes, mais sauf exception, elles devaient jusqu'à présent attendre le deuxième trimestre de leur grossesse pour y être éligibles.
- Une précaution dictée par le manque de données disponibles sur les effets du vaccin sur cette population, mais qui n'a plus lieu d'être maintenue.

Elles devaient attendre le deuxième trimestre de leur [grossesse](#) pour y prétendre, mais les femmes enceintes pourront finalement se faire vacciner contre le Covid-19 [dès le « premier trimestre »](#), a indiqué mardi Olivier Véran à l'Assemblée.

[L'extension du pass sanitaire](#) a conduit le gouvernement à trancher cette question, source d'inquiétudes pour les femmes étant à un stade précoce de leur grossesse, qui craignaient de ne pas être protégées contre le coronavirus et de ne plus pouvoir accéder à certains lieux avant de longues semaines. Mais sur quelles données scientifiques ce revirement s'appuie-t-il ? Est-il sans risque pour la santé des femmes et de leurs enfants à naître ?

« C'est une très bonne nouvelle »

« C'est une très bonne nouvelle, se réjouit le Dr Marie-Claude Benattar, gynécologue. Les femmes ont continué à tomber enceintes depuis le début de la pandémie, et entre les [risques de formes graves du virus](#) et les [accouchements compliqués](#) par les restrictions sanitaires, elles ont mené leur grossesse avec plus d'angoisse. Leur éligibilité au vaccin est évidemment une bonne chose, pour assurer la sécurité de leur grossesse, leur bonne santé et celle de leur bébé à naître, surtout avec l'explosion des contaminations provoquée par le variant Delta ».

Pour la gynécologue, « si Olivier Véran donne le feu vert, c'est qu'il est sûr que [les vaccins à ARN messager](#) (ARNm) ne sont pas nocifs durant le premier trimestre, ni pour la mère ni pour l'enfant à

naître. La technologie de l'ARNm est sûre et efficace. On va pouvoir rassurer nos patientes, et leur rappeler que leur partenaire a également intérêt à se faire vacciner, pour permettre au foyer entier d'atteindre l'immunité ». Seules trois contre-indications médicales ont été établies par [l'Agence nationale de sécurité du médicament](#) (ANSM) et le comité sur la stratégie vaccinale d'Alain Fischer et du conseil scientifique, a expliqué [Olivier Véran](#).

Principe de précaution

Alors, pourquoi ne pas avoir autorisé plus tôt la vaccination dès le début de la grossesse ? Les autorités sanitaires françaises ont adopté le principe de [précaution, en raison du manque de données](#) disponibles sur la vaccination des femmes enceintes. D'abord exclues, elles ont progressivement été éligibles. Dès le 2 mars, la Haute Autorité de santé (HAS) indique ainsi que « malgré l'absence de données suffisantes au cours de la grossesse, l'administration des vaccins contre la Covid-19 chez la femme enceinte n'est pas contre-indiquée », et « doit être envisagée si les bénéfices potentiels l'emportent sur les risques pour la mère et le fœtus », notamment en cas de surpoids ou de comorbidités. Et à compter du 3 avril, « les femmes enceintes à partir du 2e trimestre de grossesse sont prioritaires dans l'accès aux vaccins à ARNm », indique l'ANSM.

« Il était normal de s'en remettre au principe de précaution : quand cette mesure a été prise, on n'avait pas le recul que l'on a maintenant sur les vaccins, rappelle le Pr Olivier Picone, gynécologue obstétricien à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes, et membre du [Collège national des gynécologues et obstétriciens français](#) (CNGOF). Il s'agissait pour les autorités sanitaires de permettre l'accès à la vaccination des femmes enceintes, dont on sait qu'elles sont plus à risque de formes graves du coronavirus lors du troisième trimestre, tout en faisant preuve de la plus grande prudence. Le problème, c'est que cela a instauré dès le départ une forme de malentendu : cette recommandation ne voulait pas dire que la vaccination était contre-indiquée à un stade plus précoce de la grossesse. D'ailleurs, dès le départ, le Crat, le [Centre de référence sur les agents tératogènes](#), qui étudient les substances susceptibles de provoquer des malformations sur les fœtus, a indiqué qu'il n'y avait pas de risque à démarrer la vaccination dès le début de la grossesse, et qu'être enceinte ne devait pas empêcher la poursuite du schéma vaccinal. D'ailleurs, quand des patientes se sont fait vacciner et ont découvert quelques jours après qu'elles étaient enceintes, je les ai rassurées : il n'y a pas de panique à avoir, elles peuvent poursuivre leur schéma vaccinal sans crainte ».

Veuillez fermer la vidéo flottante pour reprendre la lecture ici.

Retours rassurants d'autres pays et pharmacovigilance active

D'autres pays ont d'ailleurs misé sans attendre sur la vaccination dès le début de la grossesse. Israël ouvre le bal début 2021 et début mars, la taskforce vaccination mise en place par le gouvernement belge donne son feu vert à la vaccination des femmes enceintes. Et les données recueillies sur ces populations sont rassurantes. « Les études réalisées à ce jour n'ont pas montré de conséquences des vaccins à ARNm sur le déroulement de la grossesse », rassure l'ANSM, qui s'appuie alors sur une étude observationnelle menée aux Etats-Unis, rassemblant 35.000 femmes enceintes ayant déjà reçu une première injection d'un vaccin à ARNm au cours de leur grossesse, et publiée dans la revue [The New England Journal of Medicine](#).

« La fréquence des effets indésirables locaux et systémiques chez les futures mères est similaire à ce qui est observé dans la population générale. A ce jour, les données ne mettent pas en évidence de risque pour la femme enceinte et le futur enfant », indique l'ANSM. « C'est-à-dire pas de surrisque de fausse couche, de prématurité, ou de mort in utero lié à la [vaccination anti-Covid](#) durant la grossesse, précise le Pr Picone. Il n'y a aucun signal d'alerte, et c'est d'autant plus rassurant que les services de

pharmacovigilance dans le monde entier sont très actifs et attentifs en particulier sur les effets chez ces femmes. S'il y avait eu le moindre souci, l'alerte aurait déjà été donnée ».

La pression de l'extension du pass sanitaire

Des données rassurantes qui ne sont pas nouvelles et datent du printemps 2021. Mais c'est davantage l'extension du [pass sanitaire](#) a pressé le gouvernement de revoir sa copie. Sans rogner pour autant sur les règles de sécurité sanitaire. « A la lumière des recommandations sur le pass sanitaire et des questionnements sur la vaccination chez la femme enceinte, et étant donné que rien dans la littérature scientifique n'indique qu'il y ait un risque accru, le gouvernement s'est rapproché des règles en vigueur sur la vaccination contre [la grippe saisonnière](#), indiquée depuis plusieurs années pour les femmes enceintes, [quel que soit le stade de leur grossesse](#), analyse le Pr Picone. Ce dont il faut avoir peur, c'est du Covid-19, pas du vaccin anti-Covid ».

Un vaccin qui, outre l'absence de surrisque, « a démontré ses effets protecteurs sur les femmes enceintes, souligne le Pr Picone. Non seulement [les anticorps](#) produits après vaccination par la mère la protègent, mais ils traversent le placenta et protègent ensuite le nouveau-né durant ses premières semaines de vie. Des anticorps qui passent également dans le lait maternel, comme c'est déjà le cas de la vaccination pendant la grossesse contre la grippe ou la coqueluche ». Mais le gynécologue obstétricien le sait, « face au risque général de fausse couche durant le premier trimestre, il est possible que certaines femmes préfèrent attendre avant de se faire vacciner, auquel cas il n'est évidemment pas question d'imposer le [pass sanitaire pour l'accès aux soins](#) des patientes enceintes qui ne sont pas encore vaccinées ! »